

DANS LES COMMISSIONSAssemblée Nationale

PRODUCTION INDUSTRIELLE.- Vendredi, la commission a entendu un exposé de Louvel sur le système actuel de tarification du gaz. Le ministre a rappelé que Gaz de France était un établissement public, à gestion absolument autonome et que depuis un arrêté du 30 mai 1950, pris en application de la loi du 1er janvier 1949, le prix du gaz n'était plus fixé par voie réglementaire, mais par le libre jeu des accords existant avant guerre, c'est-à-dire après discussion du prix entre le pouvoir concédant et Gaz de France. Il a insisté sur le fait que l'arrêté du 30 mai 1950 précise que les tarifs devront être établis de façon que les recettes équilibrent les dépenses des exploitations gazières. En conséquence, les dispositions tarifaires du nouveau cahier des charges type lient les modifications des tarifs du gaz à l'évolution d'un index gazier trimestriels, fonction des prix du charbon, de l'indice des prix de gros industriels et des salaires des industries mécaniques et électriques. C'est pourquoi les tarifs du gaz suivent actuellement la conjoncture économique. En ce qui concerne Paris et la banlieue où, toutefois, l'index ne joue pas, le prix du gaz est déterminé contractuellement par les autorités concédantes, après examen des éléments du prix de revient.

DOCUMENTS DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

(Je tiens à votre disposition, en communication, les textes suivants, récemment déposés sur le bureau de l'Assemblée :)

PROJETS DE LOI :

- tendant à la ratification de la convention n° 88, concernant l'organisation du service de l'emploi (n° 1268).
- autorisant le Président de la République à ratifier la Convention relative à la faillite et à la liquidation judiciaire conclue le 13 septembre 1950 entre la France et la Principauté de Monaco (n° 1277).
- tendant à interdire les procédés de vente dits à "la boule de neige" (1304).
- relatif au régime électoral des Chambres de commerce d'Algérie (n° 1305).
- autorisant le Président de la République à ratifier la convention internationale n° 95, concernant la protection du salaire, adoptée par la Conférence internationale du travail dans sa 32ème session, tenue à Genève du 8 juin au 2 juillet 1949 (n° 1339).
- autorisant le Président de la République à ratifier le traité de cession du territoire de la ville libre de Chandernagor (n° 1343).
- relatif à l'organisation municipale en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Togo et au Cameroun (n° 1353).
- autorisant le Président de la République à ratifier la convention relative au service militaire, conclue le 21 décembre 1949, entre la France et la Grande-Bretagne (n° 1358).
- modifiant l'article 156 du Livre II du Code du travail (n° 1360).
- tendant à faciliter l'acquisition des terrains nécessaires à la construction d'habitations et à l'équipement industriel (n° 1394).
- tendant à modifier l'article 69 du Livre IV du Code du Travail (n° 1398).

PROPOSITIONS DE LOI :

- de Nisse, tendant à modifier la loi du 24-6-1919, modifiée par la loi du 29-7-1921, sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre (n° 1108).
- de Prot, tendant à l'indemnisation des pertes de betteraves industrielles, causées par faits de guerre ou consécutives aux faits de guerre (n° 1231).

(Propositions de loi - suite :)

- de Briot, tendant à modifier le taux d'extraction des farines panifiables de blé (n° 1307).
- de Peytel, tendant à compléter la loi du 8-1-1951, portant autorisation d'un programme de réarmement et à modifier le taux des taxes intérieures de consommation de certains produits pétroliers (n° 1320).
- de Meck, portant amnistie de délits économiques en faveur des agriculteurs alsaciens et mosellans (n° 1356).
- de Duveau, tendant à déterminer le mode de fixation de la parité du franc C.F.A. (n° 608).
- de Marrane, tendant à étendre à toutes les acquisitions immobilières réalisées par l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics, la procédure spéciale de purge des hypothèques instituée par la loi du 3-4-41, modifiée par le décret-loi du 8-8-35, et à modifier la limite au-delà de laquelle les formalités de purge des hypothèques sont obligatoires (n° 733).
- de Mme Poinso-Chapuis, relative à la limitation des débits de boissons (n° 1037).
- de Boganda, réprimant les abus d'expropriation dans les territoires d'Afrique Occidentale française, d'Afrique équatoriale française, du Cameroun, du Togo, de Madagascar et ses dépendances, et déterminant la notion de propriété des domaines constituant le patrimoine des individus, des familles, des clans et des tribus (n° 1130).
- de Robert Lecourt, tendant à modifier l'article 45 du décret-loi du 8-8-35, relatif à l'expropriation pour cause d'utilité publique (n° 1237).
- de Caillavet, tendant à élargir la garantie accordée aux cultures de tabac contre les avaries de force majeure (n° 1267).
- de Pronteau, tendant à modifier l'article 6 de la loi n° 51-588, du 23-4-51, instituant des dégrèvements sur les carburants utilisés en agriculture (n° 1309).
- de René Schmitt, tendant à exempter de la taxe proportionnelle les revenus provenant d'immeubles nouvellement construits, lorsqu'ils sont perçus, soit par des exploitants individuels, soit par des sociétés non passibles de l'impôt sur les sociétés et qu'ils sont inclus dans les bilans de ces exploitations. (n° 1311)

RAPPORT :

- de Rabier, modifiant et complétant le rapport de la précédente législature, repris le 2-8-51, sur le projet de loi portant réorganisation des territoires du sud de l'Algérie. (n° 1170)

PROJET DE LOI :

- autorisant le Président de la République à ratifier la Convention générale entre la France et le Danemark, sur la sécurité sociale intervenue le 30-6-51. (n° 1278)

PROPOSITION DE RESOLUTION :

- de Grousseau, tendant à inviter le gouvernement à proroger jusqu'au 31-12-51 le délai prévu pour le paiement des impôts mis en recouvrement avant le 31 août 1951.

-:-:-

(d'après la Note française à l'O.E.C.D.)

Certains aménagements de la fiscalité et une technique du crédit appropriée seraient sans doute de nature à faciliter un accroissement de la productivité. En matière de politique fiscale, tout d'abord, ces aménagements concernent principalement l'assiette de l'impôt indirect et celle de l'impôt direct.

A - POLITIQUE FISCALE- La mise à l'étude de nouvelles dispositions fiscales pourrait porter sur les points suivants:

a) - Assiette de l'impôt indirect:

Il est très important de rechercher les incidences sur la productivité des impôts indirects. Certes, en théorie, la charge de l'impôt indirect est rejetée sur le consommateur et il n'en résulterait pour l'intermédiaire ou pour le producteur aucune conséquence particulière. Mais on doit tenir pour assuré qu'il n'est matériellement pas possible de rejeter intégralement sur l'échelon suivant la charge des impôts de sorte, qu'en fait, la distinction faite entre impôts directs et impôts indirectes est moins tranchée qu'il n'apparaît.

Ces considérations amènent à poser la question de savoir comment il convient d'établir l'assiette de l'impôt pour obtenir la productivité maxima compatible avec un rendement déterminé en matière fiscale. En France, par exemple, un mouvement semble actuellement se dessiner pour supprimer la taxe sur les transactions et augmenter à due concurrence la taxe à la production. Cet état d'esprit semble inspiré par le désir d'éviter ou de restreindre les contacts des intermédiaires avec le fisc. Il semble pourtant que sous le bénéfice des considérations rappelées ci-dessus, il soit au contraire nécessaire de maintenir un appareil fiscal relativement lourd sur les opérations de distribution de la richesse.

Il conviendrait d'examiner non pas d'un point de vue théorique, mais en fait, quelle pourrait être l'incidence d'une modification de l'assiette des impôts indirectes.

b) - Assiette de l'impôt direct-

En ce qui concerne les impôts directs la question se pose de savoir s'il convient de mettre l'accent sur les taxes indiciaires ou sur un système d'impôts basé sur le revenu réel. Une taxe indiciaire, lorsque l'indice servant de base à l'imposition est bien choisi, permet de favoriser toute amélioration de la productivité : il en est ainsi notamment des traites proportionnelles, des patentes portant sur la main d'oeuvre. Par contre, lorsque l'indice retenu est celui des capitaux mis en oeuvre ou ce qui revient au même des investissements réalisés, il peut arriver que ce soit les affaires qui ont la moindre productivité qui soient aussi les moins imposées. Certes l'impôt basé sur les revenus réels comporte en lui-même un élément de justice fiscale qui n'est pas sans rapport avec l'idée de productivité, mais encore convient-il que la fraude ne vienne pas détruire l'effet de cet élément. Sans sacrifier l'efficacité au souci de justice fiscale il conviendrait donc d'étudier dans quelle mesure il serait possible d'assurer effectivement l'égalité devant l'impôt; cette égalité devant amener une certaine détente d'ordre psychologique qui est indispensable à la mise en oeuvre d'une politique de productivité. Ces aménagements risqueraient toutefois d'être inopérants s'ils ne s'accompagnaient d'aménagements de la politique du crédit.

B- POLITIQUE DU CREDIT- Dans un grand nombre de cas, une amélioration profonde de la productivité d'une entreprise nécessite un effort conjoint d'organisation, de meilleure coopération et d'investissements.

En France, par exemple, compte tenu de l'étroitesse du marché financier, le financement des investissements se heurte à de sérieuses difficultés. Les autorités responsables du crédit ne manquent pas de souligner

Fiscalité et crédit.....2

à toutes occasions que toute entreprise vraiment rentable et par conséquent comportant une productivité élevée, trouvera facilement les crédits qui lui sont indispensables. Toutefois, il convient de remarquer que les banquiers n'ont pas convenance de rechercher la productivité d'une affaire mais plutôt la sécurité de l'opération.

Il en résulte que le système actuel d'octroi du crédit en France est trop souvent orienté vers le financement des opérations de commerce qui ne comportent qu'une productivité restreinte. La règle du secret qui est commune à la plupart des entreprises françaises et qui a pour justification supplémentaire le désir des dirigeants français de donner au fisc le moins de prise possible, conduit à donner une grande extension aux opérations d'escompte commercial, lesquelles peuvent être réalisées sans qu'une connaissance très approfondie des contractants soit nécessaire aux banquiers.

Dans la conjoncture actuelle, la politique du crédit en France devrait donc, dans la mesure du possible, plafonner étroitement les opérations d'escompte, afin de permettre aux opérations de financement proprement dites de recevoir toute l'extension souhaitable. Cette tendance va à l'encontre des habitudes des banquiers et comporterait de leur part non seulement un changement d'attitude quant à leur rôle économique, mais encore une formation plus complète pour leurs cadres, formation qui ne pourra être donnée d'un seul coup.

Comme le soulignent à juste titre les rapports de l'O.E.C.E. et de la B.R.I., il serait par contre dangereux de préconiser une extension pure et simple du crédit dans les secteurs où la productivité doit être développée sans compression parallèle dans d'autres secteurs. Le crédit en effet, apparaît à l'heure actuelle moins comme une anticipation des richesses, que comme une création des moyens d'acquisition de ces dernières, lesquelles si leur volume physique ne correspond pas aux moyens de paiements destinés à les acquérir, seront à apprécier à un prix plus élevé.

La lutte contre l'inflation apparaît comme étant l'un des devoirs essentiels de ceux qui désirent la promotion de la productivité. En effet, les processus inflationnistes déterminent une distribution du revenu national telle qu'une proportion exagérée de celui-ci va aux activités non directement productives.

A défaut d'un système bancaire adéquat, il convient de maintenir à titre transitoire et jusqu'à ce que le système bancaire français ait compris l'importance de la productivité, une aide des pouvoirs publics aux entreprises qui réalisent des progrès dans cette voie sous la forme par exemple d'une garantie de bonne fin, garantie donnée à l'établissement prêteur.

A cet égard, le système des Lettres d'Agrément qui a été créé et employé en France en vue de permettre la production de certains biens dans les secteurs menacés par les pénuries pourrait être sans grandes difficultés utilement employé à favoriser le développement de la production. Il en est de même de la loi du 23 Mars 1941. Toutefois, ces interventions doivent rester exceptionnelles et tous les efforts doivent être faits pour que les moyens normaux de crédit soient utilisés aussi souvent et largement que possible.

Dans le cas où le secteur d'activité ou l'entreprise dont il s'agit d'améliorer la productivité ferait l'objet d'une action particulière d'assistance technique de la part de l'E.C.A., la question se poserait d'une garantie conjointe donnée par le Gouvernement français et par l'E.C.A.

[illegible]